

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

# Journal d'Abidjan

L'hebdo

N° 231 du 26 Novembre au 2 Decembre 2020

**DIALOGUE POLITIQUE**  
DOS À DOS

**EUROBONDS**  
LA CÔTE D'IVOIRE VA À L'INTERNATIONAL

**RESSOURCES HUMAINES**  
LES BESOINS VONT CHANGER



**VIOLENCES FAITES AUX FEMMES**

# UNE LONGUE LUTTE

**GRATUIT**  
NE PEUT ÊTRE VENDU

Ce 25 novembre, comme chaque année, marque la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Un combat qui concerne de nombreux pays.



# Yeqar

Découvrez cette nouvelle marque de prêt à porter moderne et chic. Les pièces sont faites avec une attention particulière aux détails.



Yeqar



+225 67 62 63 68



Yeqarshop

Made in Côte d'Ivoire

## ÉDITO

Le « New deal »

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a une nouvelle fois plaidé mardi pour un « New deal » au niveau international et un nouveau contrat social au niveau national pour répondre à la crise déclenchée par la pandémie de Covid-19. Ces derniers mois, le chef de l'ONU a encouragé les États à développer un nouveau contrat social au niveau national, avec un fort accent mis sur l'éducation, l'accès à la nouvelle économie numérique et de nouvelles mesures en matière de protection sociale et de travail équitable. « Le pouvoir, les ressources et les opportunités doivent être mieux partagés au niveau mondial et les mécanismes de gouvernance doivent mieux refléter les réalités d'aujourd'hui », a-t-il dit lors d'une table-ronde réunissant des économistes sur l'économie mondiale et le développement durable. Plus d'un million de personnes sont mortes de la pandémie de la Covid-19, plus de 100 millions de personnes ont sombré dans l'extrême pauvreté, la faim a doublé, des famines se profilent... Les inégalités se creusent, la perturbation de l'éducation risque de créer une génération perdue, les inégalités entre les sexes augmentent et les pays en développement sont au bord de la ruine financière, explique le patron des Nations Unies. Un tableau bien alarmant, face auquel il faut faire appel à la solidarité mondiale. Pour y parvenir, il faudra mobiliser des financements pour bâtir l'avenir et mettre les économies sur une voie durable, aligner tous les efforts de relance sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et mettre en œuvre les mesures nécessaires en matière de protection et de requalification pour une transition juste vers de bons et nouveaux emplois verts. Autant de défis face auxquels les simples mots et les volontés affichées ne suffisent plus. Il faut plus d'actions concrètes.

YVAN AFDAL

LE CHIFFRE

# 37 milliards

Le budget qui sera alloué au ministère de la solidarité, de la cohésion sociale et la lutte contre la pauvreté pour l'exercice 2021.

ILS ONT DIT...

- « Cette équipe (future administration de Joe Biden) incarne le retour de l'Amérique. Prête à guider le monde au lieu de s'en retirer. Prête à affronter nos adversaires au lieu de rejeter nos allies. » **Joe Biden**, futur président des États-Unis, le mardi 24 novembre.
- « Si nous ne voulons pas subir demain un troisième confinement, nous devons redoubler de vigilance: protégeons nos proches, en particulier les plus vulnérables, en portant le masque.» **Emmanuel Macron**, président de la France, le mardi 24 novembre.
- « Cette cérémonie revêt un caractère tout particulier, car elle nous donne l'occasion de saluer la mémoire du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly pour le travail qu'il a abattu ici, à la Primature.» **Hamed Bakayoko**, Premier ministre de Côte d'Ivoire, le mardi 24 novembre.

UN JOUR UNE DATE

**27 NOVEMBRE 1960** : Félix Houphouët-Boigny devient le premier président de la Côte d'Ivoire.



Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères **Fayçal Moqdad** a été nommé, lundi 23 novembre 2020, chef de la diplomatie.



Le président de la CAF, **Ahmad Ahmad** a été suspendu, lundi 23 novembre 2020 pour cinq ans par la FIFA.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le Premier Ministre, Hamed Bakayoko, a procédé, mardi 24 novembre à la primature à la pose du portrait de feu Amadou Gon Coulibaly, son prédécesseur, dans l'espace photos réservé aux anciens Premiers Ministres.

# VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : STOP OU ENCORE ?

Ce 25 novembre, comme chaque année, marque la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Un combat qui concerne de nombreux pays. En cette période marquée par des confinements et autres mesures restrictives, obligeant les familles à cohabiter beaucoup plus longtemps, les chiffres des violences ont augmenté dans certains pays, notamment en Europe. En Côte d'Ivoire, la situation n'est guère plus reluisante que sous d'autres cieux. Les femmes continuent de faire l'objet de violences en tous genres. Alors que les autorités cherchent les voies et les moyens pour endiguer le phénomène, les us et coutumes ne facilitent pas les choses.

RAPHAËL TANOÛ

Annie M. était Madame tout le monde. Mère de deux enfants, femme au foyer à Cocody-Centre, totalement dépendante financièrement de son conjoint. Vivant en concubinage depuis 2005 avec ce dernier, elle a fini par s'en séparer en 2012, malgré leurs deux enfants. Cela a été, à l'entendre, une grosse bouffée d'air dans sa vie. Son compagnon, selon le témoignage d'Annie, la trouvait trop jalouse. C'était le prétexte tout trouvé pour la battre à chaque fois qu'il rentrait tard la nuit et qu'elle venait s'enquérir de la raison. L'alcool aidant, ses sautes d'humeur allaient bon train. « Les voisins venaient toujours frapper à la porte. Et c'était honteux, parce que les gens en parlaient dans mon entourage », explique-t-elle. Annie M. ajoute qu'elle passait parfois des jours entiers à la maison, sans sortir, quand elle avait l'œil au beurre noir. Ses propres parents n'étaient pas informés de la situation. Mais elle avait peur de quitter son conjoint, à cause des enfants, à cause de sa dépendance financière vis-à-vis de ce dernier et, surtout, parce qu'elle ignorait ce qu'elle ferait si elle le quittait.

Et puis, un soir, elle a jugé que c'en était trop. Annie M. a pris ses affaires et est allée s'installer chez sa mère, au Pla-

teau-Dokui, avec les enfants. Aujourd'hui, elle vit avec un autre homme, qui l'a épousée. « Beaucoup de femmes sont dans cette situation, mais elles ont peur de partir ou de dénoncer leur partenaire. Il faut le faire, sinon elles vont continuer à être battues », interpelle-t-elle.

**Difficultés** Une enquête menée durant la période du couvre-feu instauré durant la crise sanitaire, par l'Organisation des citoyennes pour la promotion et défense des droits des enfants, femmes et minorités (CPDEFM), montre qu'au moins 7% des femmes à Abidjan ont déjà été violentées par leur conjoint dans le début de la pandémie de Covid-19. Irad Gbazalé, fondatrice et Présidente de l'ONG Femmes en action, apporte

« Beaucoup de femmes sont dans cette situation, mais elles ont peur de partir ou de dénoncer leur partenaire. »

un soutien quotidien à des femmes victimes de violences à Abobo. À l'entendre, les femmes éprouvent d'énormes difficultés à obtenir justice lorsqu'elles subissent des violences conjugales.

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) confirme que depuis la pandémie à coronavirus les femmes



Les violences faites aux femmes continuent d'inquiéter en Côte d'Ivoire.

sont plus vulnérables dans les communautés en Côte d'Ivoire. Leur charge de travail est de plus en plus élevée et elles sont de plus en plus victimes de violences.

**Mutilations** Les chiffres de 2020 en Côte d'Ivoire indiquent que 3 157 personnes survivantes de Violences basées sur le genre (VBG), le terme désormais consacré, ont été prises en charge par les pla-

violences faites aux femmes, continuent d'inquiéter les autorités. D'après les derniers chiffres, le Nord-Ouest du pays est le plus touché, avec le taux élevé de 79,5% de filles et/ou de femmes de 15 à 49 ans excisées. Le taux le plus faible est celui de la région du Centre, où on parle de 12,2% de filles et/ou de femmes. Dans la ville d'Abidjan, la prévalence est de 36% et au niveau national de 38%. Pour combattre le phé-

nomène, des leaders comme le Docteur Yao Kouadio Côme, médecin, commissaire de police, spécialiste en chirurgie intime, gynécologue obstétricien, se sont mobilisés. « La toute première voie que j'utilise pour lutter contre cela, ce sont les conférences. À cette occasion, certaines ONG me sollicitent pour intervenir sur les MGF. Pendant les consulta-

## Repères

Personnes ayant subi des cas VBG: **3 157**.

Taux d'alertes de mariages précoces signalés : **85%**.

Taux d'alertes de Mutilations génitales féminines signalés : **56%**.

tions également, nous en profitons pour sensibiliser. Les MGF se pratiquent partout en Côte d'Ivoire. Nous sensibilisons et continuerons de le faire sur les conséquences de l'excision. La femme est constituée ainsi naturellement », note-t-il.

**Influences** Selon les services de police, dans la nuit du 27 avril dernier, à Bouaké, les sapeurs-pompiers ont porté secours à une mère de six enfants qui venait d'être battue par son conjoint. Les agents de police du commissariat du 3ème arrondis-

violences adviennent, c'est aussi parce que la société ivoirienne dans son ensemble est coupable. Elle conçoit la violence conjugale comme quelque chose de normale et parfois même de banal. Pour Chantal Ebenan, la Secrétaire générale adjointe du Syndicat des sages-femmes de Côte d'Ivoire, il faut commencer par vaincre les préjugés. « Ce sont des pratiques qui doivent disparaître de nos jours. Tout ce qui est violences faites aux femmes, de l'excision, qui continue à être pratiquée, aux viols. Les premières qui doivent faire en sorte que cela cesse, c'est nous. Il faut en parler, il faut dénoncer les cas », explique-t-elle.

Face à la situation, le ministère de la Femme, de la famille et de l'enfant a augmenté la sensibilisation et les appels à la dénonciation des cas. Un numéro vert a également été mis en place. Le gouvernement a aussi doté 29 commissariats de police de bureaux Genre, pour la prise en charge des violences basées sur le genre. Il s'agit de bureaux annexes, isolés du bâtiment central et animés par un officier assisté d'un sous-officier, tous bien formés. Mais, face à la répression, les femmes sont prises parfois dans une sorte d'imbroglie. Cela parce que les pesanteurs sociales ont encore la peau dure. Mais, au-delà, entre ester en justice et sauver son foyer, plusieurs femmes préférèrent choisir la seconde option, gardant espoir en des lendemains meilleurs. Sauf que cela peut durer une éternité et s'avérer fatal pour ces dernières. La ministre Ramat Bakayoko-Ly, qui a reconnu que les violences conjugales ont augmenté durant cette période de Covid-19 en Côte d'Ivoire, a mis en garde les auteurs de ces faits. L'État va de plus en plus sévir. Alors, pour les nombreux couples visés, le message est clair : faites l'amour et non la guerre! ■

## 3 QUESTIONS À



**CHANTAL EBENAN**  
secrétaire générale du Syndicat des sages-femmes de Côte d'Ivoire

### 1 Comment jugez-vous les violences faites aux femmes en Côte d'Ivoire ?

La femme est celle qui donne la vie. C'est la mère de tous. Si vous violentez votre femme, cela signifie que vous violentez votre maman. Ce n'est pas quelque chose qu'on a besoin de dire pour que les gens le comprennent. Cela doit être compris naturellement. Il ne faut pas battre une femme. Ce n'est plus de cette époque.

### 2 La pratique prend-elle de l'ampleur en Côte d'Ivoire ?

Ce n'est pas seulement en Côte d'Ivoire. J'ai vu dans un documentaire, que même en Europe, les violences faites aux femmes ont aussi augmenté dans la période de coronavirus. Les problèmes entraînent en général ce genre de choses. La covid-19 est venue avec beaucoup de problèmes.

### 3 Que faut-il faire, selon vous, pour lutter contre les violences faites aux femmes ?

Il faut dénoncer. Il faut en parler. Ce n'est que comme cela qu'on aura une vision claire de la réalité du terrain. Si les femmes se taisent, la pratique va continuer. Et elles seront les premières à en souffrir. Aux hommes, je dis qu'il faut prendre conscience des conséquences de ces agissements. C'est souvent, l'alcool qui provoque cela. Et beaucoup perdent le contrôle de leur vie à cause de ça. ■

## VIOLENCES FAITES AUX ENFANTS : L'AUTRE COMBAT À MENER

Le Programme national de prise en charge des orphelins et autres enfants rendus vulnérables du fait du VIH/Sida (Pn-Oev), en collaboration avec le ministère de la Femme, de la famille et de l'enfant et le gouvernement américain, a réalisé une enquête qui a été rendue publique en septembre dernier. Le rapport porte sur les violences faites aux enfants et aux jeunes en Côte d'Ivoire et le constat n'est pas reluisant.

RAPHAËL TANOÛ



La protection de l'enfant est un combat que le gouvernement mène en Côte d'Ivoire.

Le Programme national de prise en charge des orphelins et autres enfants rendus vulnérables du fait du VIH/Sida (Pn-Oev), en collaboration avec le ministère de la Femme, de la famille et de l'enfant et le gouvernement américain, a réalisé une enquête qui a été rendue publique en septembre dernier. Le rapport porte sur les violences faites aux enfants et aux jeunes en Côte d'Ivoire et

le constat n'est pas reluisant.

**Victimes** D'après les données présentées dans le document, le taux de prévalence générale des violences faites aux filles et aux garçons est de 3 filles sur 5 et de 2 garçons sur 3, qui sont victimes d'abus en tous genres en Côte d'Ivoire pendant leur enfance. Soit environ 58% des filles et 66,5% des garçons. Dans le cas des

violences sexuelles avant 18 - 24 ans, le rapport note que 19,2% des femmes et 11,4% des hommes ont subi de telles violences avant l'âge de 18 ans. Selon le Professeur Ramata Bakayoko-Ly, ministre de la Femme, de la famille et de l'enfant, la Côte d'Ivoire a été le premier pays francophone en Afrique à avoir mené une enquête de cette envergure. Même si les résultats ne sont guère rassurants, il s'agit, d'après le

ministère, d'une étape cruciale dans la lutte contre les violences faites aux enfants et aux jeunes. Mais c'est surtout un moyen d'accélérer la prévention de ce phénomène.

Car, tout comme les violences faites aux femmes, celles liées aux enfants sont difficiles à répertorier. Depuis plusieurs années le gouvernement a mis en ligne un numéro vert, le 116, afin de signaler les cas. Rien qu'en 2018, la ligne 116 a reçu plus de 3 000 appels et plus de 2 000 cas ont été traités. Le fléau préoccupe les autorités, d'autant plus que les organisations internationales très plus regardantes sur la situation des enfants en Afrique. Sauf que d'énormes efforts restent à déployer. Malgré cette étude d'envergure, les choses n'ont pas encore véritablement évolué. La volonté politique, si elle est affichée, tarde à donner des résultats probants et à dissuader les bourreaux des enfants. Une réalité qui inquiète certaines ONG spécialisées dans la lutte pour la protection des enfants. Ces dernières déplorent le peu de moyens déployés dans cette lutte, malgré les différents plaidoyers menés afin d'inverser la courbe. ■

### LE DÉBAT

## Les hommes sont-ils assez sensibilisés sur les violences faites aux femmes ?



DAOUDA TOURÉ  
TRANSPORTEUR

Les hommes ne sont pas assez sensibilisés sur les questions de violences faites aux femmes. Dans certaines de nos contrées par exemple, certains restent convaincus qu'un homme a le droit de battre sa femme. Ce sont des faits qui arrivent dans les couples. En Afrique, on a l'habitude de régler les problèmes autrement. C'est un peu comme avec les enfants. Selon nos coutumes, on chicote l'enfant quand il fait des bêtises. Donc, pour moi, ce sont des choses qui arrivent et que la femme elle-même comprend. L'homme doit montrer à un moment que c'est lui le chef de la maison. Pour moi, il ne faut pas essayer de copier coller ce que les blancs font.



ROLAND APALO  
ÉTUDIANT



Les violences faites aux femmes inquiètent même si les hommes sont assez sensibilisés sur la question. Et c'est normal. Partout où un homme bat sa femme, les gens vont s'opposer à cela. Si vous le faites dans une cour commune, vos voisins vont vous éviter. Cela ne présente pas bien. Il est vrai que nos parents le faisaient avant. Mais ce sont des pratiques qui doivent disparaître. Il y a d'autres moyens de régler les problèmes de couples. Et les mentalités sont en train d'évoluer dans ce sens grâce justement à plusieurs campagnes de sensibilisation. Si vous battez votre femme, il est sûr qu'elle va finir par vous quitter.

Nouvelle  
Collection  
YeQar

Choisis ta Couleur!



## DIALOGUE POLITIQUE : DOS À DOS

En attendant le prochain contact entre le Président de la République Alassane Ouattara et le Président du PDCI, chef de file de l'opposition, Henri Konan Bédié, les deux camps se sont lancés dans une sorte de course afin d'inverser la pression.

YVANN AFDAL



L'opposition est à la croisée des chemins.

Acculé avant le 31 octobre, Alassane Ouattara est parvenu à renverser la vapeur et à le maître du jeu et de l'horloge. En fragilisant l'opposition, avec l'arrestation de certains leaders et le départ en exil d'autres,

retour des exilés

**Échanges** Sûr d'avoir une longueur d'avance, Alassane Ouattara ne compte pas céder de sitôt aux revendications de l'opposition. Selon certains de ses proches, la libération des

« Même si des prisonniers doivent être libérés, cela doit se faire en échange d'engagements fermes. »

ce qui a conduit à l'isolement d'Henri Konan Bédié, il ne compte pas céder à ses préalables. L'opposition subordonne en effet la reprise du dialogue à la libération des détenus et au

personnes détenues devrait être la fin du processus et non un préalable. D'autres sources évoquent le fait que « même si des prisonniers doivent être libérés, cela doit se faire en échange

d'engagements fermes ». Il en est de même pour la délivrance du passeport de l'ex chef d'État Laurent Gbagbo. Ce dernier étant condamné à vingt ans de prison par la justice ivoirienne, son retour ne devrait pas se faire de façon mécanique. En plus d'attendre que la procédure à la Cour pénale internationale (CPI) soit épuisée, il devra obtenir la prise de certaines dispositions au niveau national afin de lui permettre de ne pas être inquiété par la justice à son retour. Le Président de la République ne veut discuter qu'avec le Front populaire ivoirien (FPI) et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Mais ces propositions ont du mal à passer dans l'opposition, qui y voit une manière « d'écarter certains de ses membres et de la fragiliser », explique un cadre proche de Pascal Affi N'Guessan. L'opposition a annoncé une probable reprise de la désobéissance civile, essoufflée depuis l'appel au dialogue. Les deux camps devraient continuer à se défier et essayer de gagner la bataille psychologique avant le 14 décembre, date constitutionnelle prévue pour la cérémonie de prestation de serment du Président de la République. Une cérémonie à laquelle l'opposition ne compte pas être présente, afin de rester conforme à son point de revendication de reprise du scrutin. ■

### EN BREF

#### LES FEMMES AURONT AU MOINS 30% DE CANDIDATURES AUX ÉLECTIONS DES ASSEMBLÉES ÉLUES

Le gouvernement ivoirien, en vue d'encourager la représentation des femmes aux assemblées élues, a adopté, mercredi 25 novembre 2020, en Conseil des ministres à Abidjan, un décret obligeant les partis politiques à présenter au moins 30% de candidatures féminines aux élections des assemblées élues. Cet texte portant modalité de la loi du 14 octobre 2019 favorisant la représentation des femmes dans les assemblées élues, fait obligation aux partis et aux groupements politiques de réserver aux femmes un minimum de 30% du nombre total de candidats présentés lors des élections des députés, des sénateurs, des conseillers régionaux, des conseillers de districts et des conseillers municipaux, a annoncé le porte-parole du gouvernement, Sidi Touré, au terme de ce Conseil des ministres. En outre, ce décret prévoit un financement public supplémentaire pour tout parti politique ou groupement politique dont le nombre de candidatures féminines atteint au moins 50% sur le nombre total de candidats présentés au cours d'une consultation électorale. Une mesure qui vise, selon M. Touré à encourager les formations politiques à favoriser davantage la représentation de la femme. ■



LANCINÉ DIABY

## Le Monsieur diaspora du RHDP

ANGE-STÉPHANIE DJANGONÉ

En second plan dans l'organigramme du RHDP, Lanciné Diaby a saisi la balle au rebond pour montrer ses talents de mobilisateur. Désigné Coordonnateur de la diaspora pour le compte de son parti, il est allé au charbon.

Le Directeur exécutif adjoint en charge des militants de l'extérieur (DEAME) du Rassemblement des houphouëtistes pour la paix et la démocratie (RHDP), Lanciné Diaby, ingénieur, peut, selon la direction de son parti, se regarder fièrement dans la glace pour service accompli. Et, pour cause : il a su remobiliser les militants de son rassemblement en Europe et aux USA. Expert des travaux publics et spécialiste des questions de développement national et international, Lanciné Diaby est par ailleurs Directeur du Fond d'entretien routier (FER).

**Globe-trotter** L'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, etc... sont entre autres les pays d'Europe et d'Afrique où il a apporté son expertise pour remobiliser les militants du RHDP, dans le but de les voir réaffirmer leur engagement et leur soutien à l'endroit du Président de la République lors de sa candidature à l'élection présidentielle du 31 octobre. Doté d'une expérience de longue date, avec 23 années de présence au sein du cabinet du Premier ministre, de cabinets ministériels, de l'administration centrale et du BNETD, il a démarré sa carrière à la Banque africaine de développement (BAD), en tant qu'ingénieur stagiaire, chargé d'études techniques, de confection de dossiers d'appels d'offres, puis, au département de l'Administration, à la division de la Gestion du patrimoine et ce du 17 août au 30 novembre 1992. Fort de cette belle et riche expérience en matière de planification stratégique pour la réduction de la pauvreté, Lanciné Diaby est élu maire de la commune de Samatiguila depuis 2013, sous la bannière du Rassemblement des Républicains (RDR), et sera réélu en 2018, tout en travaillant à l'amélioration des conditions de vie des populations. Sous sa gestion, plusieurs infrastructures ont été réalisées, notamment l'Hôtel de ville, la nouvelle Mairie de Samatiguila, le nouveau marché de la commune, le pont du rassemblement, le reprofilage de routes du département. Il en profitera pour se positionner discrètement au sein de l'appareil politique du RHDP, auprès de feu Amadou Gon Coulibaly, dont il est l'un des filleuls. « De mémoire, dans le parti, la diaspora n'a jamais été autant mobilisée lors d'un scrutin et les Ivoiriens de la diaspora n'ont jamais été autant au cœur de la politique du parti », explique Issouf Coulibaly, cadre du RHDP et ancien membre du Bureau national du RJR, entre 1998 et 2004. ■

Y.A

## Guillaume Soro Retour dans la « clandestinité »

Exilé en France depuis plus d'un an, après sa démission du poste de Président de l'Assemblée nationale ivoirienne, Guillaume Soro semble désormais vivre dans la clandestinité. En octobre dernier, il s'était rendu en Belgique afin de s'entretenir avec plusieurs personnalités du Parlement européen. Il en avait profité pour lancer des appels à l'armée ivoi-

rienne et soutenu le Conseil national de transition (CNT). Chose qui avait poussé la France à lui indiquer qu'il n'était plus le bienvenu sur le sol français. Si ses proches affirment qu'il détient un visa et un passeport lui permettant de circuler dans tout l'espace Schengen, Guillaume Soro n'est plus revenu en France. « Il séjourne actuellement dans un autre pays, dont l'identité reste

secrète pour des raisons de sécurité », confie l'un de ses proches collaborateurs, selon lequel la vie de son leader serait menacée. Annoncé en Suisse début novembre, Soro aurait quitté ce pays après y avoir passé un peu plus de dix jours. Des sources contradictoires l'ont annoncé tantôt en Turquie, tantôt en Espagne, ou même à Chypre. S'il compte rester actif

sur les réseaux sociaux, il devrait se poster loin des caméras et des micros pendant une certaine période. Ses équipes de communication et ses avocats devraient prendre le relais. Le mandat d'arrêt des autorités ivoiriennes contre lui a très peu de chances d'être exécutée, car la politique française est contre l'extradition de personnes vivant sur son territoire dont la vie pourrait être menacée. ■

www.jda.ci  
Journal d'Abidjan  
L'hebdo

Tous les jeudis

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

Les 5000 Business Pour mon entreprise, je ne vois aucune limite

UNIVERSITÉ FELIX HOUPHOUËT BERTHOUD

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

## EUROBONDS : LA CÔTE D'IVOIRE SE LANCE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL

La Côte d'Ivoire a lancé le 24 novembre un emprunt sur le marché financier mondial, devenant ainsi le premier pays d'Afrique subsaharienne à se signaler sur le marché international depuis le début de la Covid-19.

YVANN AFDAL



La Côte d'Ivoire lance le premier eurobond subsaharien de la période du Covid-19.

L'opération, libellée en euros, porte sur un taux d'intérêt de 5,5%, avec une maturité de 12 ans, c'est-à-dire allant jusqu'en 2032. La Côte d'Ivoire se signale sur le marché international des obligations. Une première pour un pays d'Afrique subsaharienne depuis l'officialisation de la Covid-19 comme étant une pandémie. Le dernier à 'avoir fait était le Ghana, qui a mobilisé près de 3 milliards de dollars. L'initiative ivoirienne survient alors que la Zambie, qui est techniquement en défaut de paiement sur ses eurobonds, continue de faire l'objet d'analyses. La réponse des

investisseurs sera suivie par de nombreux observateurs.

**Sortir de l'UEMOA** BNP Paribas, JP Morgan et Standard Chartered ont organisé des appels avec des investisseurs, en tant que teneurs plutôt qu'arrangeurs et teneurs de compte. Le pays, qui sort d'une élection présidentielle difficile et subit encore les conséquences de la Covid-19, cible deux objectifs. Le premier vise à mobiliser de nouvelles ressources et à financer ses besoins en liquidités. Toutefois, le montant souhaité à travers cette opération

n'a pas été indiqué. Le second objectif est de profiter des conditions favorables du marché pour racheter pour 825 millions de dollars (455,918 milliards de FCFA) de ses obligations internationales arrivant à maturité en 2025, 2028 et 2032. L'élection présidentielle tendue, qui s'est soldée par la réélection d'Alassane Ouattara, ne semble pas poser de problèmes aux investisseurs sur le marché international des capitaux, où sont émises et négociées les obligations internationales. Selon des données compilées par Bloomberg, la demande pour les eurobonds du pays a augmenté, faisant grimper leur prix de 6,9% sur le mois d'octobre, durant lequel se déroulait pourtant une campagne électorale pleine d'incertitudes. Avec cette décision, la Côte d'Ivoire ne sera plus bénéficiaire de l'initiative d'allègement

de la dette proposée par le G20 pour aider les pays pauvres, dont plusieurs en Afrique. Une des conditions posées était que le pays potentiellement éligible à l'initiative s'engage à ne pas contracter de nouveaux emprunts commerciaux. ■

« Ce nouveau dispositif prévoit non seulement de simplifier les procédures douanières et de consolider les garanties offertes aux usagers-clients, mais également de renforcer les régimes de contrôles douaniers déployés dans le cadre de la lutte contre la fraude », a exprimé le porte-parole du gouvernement. ■

### EN BREF

#### DOUANES : UN NOUVEAU DISPOSITIF ADOPTÉ

Le gouvernement ivoirien a adopté, mercredi 25 novembre 2020 en Conseil des ministres à Abidjan, un projet de loi portant code des douanes qui « vise à adapter le code des douanes ivoiriennes qui date de 1964 à l'environnement socio-économique actuel de la Côte d'Ivoire ».

Son porte-parole, Sidi Touré a indiqué que ce projet vise également à adapter le code douanier aux dispositions pertinentes des organisations en charge de la facilitation des échanges et du processus d'intégration du commerce et des douanes au plan international et régional tels que l'OMC, l'OMD, l'UEMOA et la CEDEAO.

Le service de la dette proposée par le G20 pour aider les pays pauvres, dont plusieurs en Afrique. Une des conditions posées était que le pays potentiellement éligible à l'initiative s'engage à ne pas contracter de nouveaux emprunts commerciaux. ■

## Marchés financiers L'État souhaite mobiliser 2 000 milliards de FCFA

Avec un budget 2021 qui s'équilibre en ressources et en charges à 8 398 milliards de francs CFA, la Côte d'Ivoire compte sur sa capacité à mobiliser l'épargne sur les marchés monétaires et financiers pour le financer. Pour cela, elle souhaite emprunter 1 997,3 milliards de francs CFA sur les marchés monétaires et financiers en 2021, contre les 1 494,4 milliards de francs CFA prévus

en 2020, avant l'avènement de la pandémie à coronavirus. Ces emprunts, qui constituent l'essentiel des ressources de trésorerie projetées, serviront notamment au remboursement du capital de la dette publique, qui doit en effet arriver à échéance en 2021 et est estimé à 1 330,3 milliards de francs CFA, ainsi qu'au financement d'un programme d'investissements publics d'un montant de 1 959,8

milliards de francs CFA. L'État de Côte d'Ivoire veut poursuivre ses investissements dans les infrastructures de base, notamment l'aménagement des routes, à hauteur de 359,7 milliards de francs CFA, dans le secteur énergétique avec 145,8 milliards de francs CFA, avec 84,1 milliards de francs CFA pour l'hydraulique et 76,6 milliards pour l'assainissement et la salubrité. Pour le secteur

de l'éducation, l'État ivoirien va investir près de 150,8 milliards de francs. Quant à la santé, énormément éprouvée par la pandémie de la Covid-19, 133,4 milliards de francs CFA lui seront consacrés. Mais, pour réaliser tous ces investissements, la Côte d'Ivoire compte aussi sur une excellente mobilisation des ressources intérieures, attendues à 4 034,7 milliards de francs CFA. ■

ANTHONY NIAMKE

## Coliba Recycler contre la pollution

L'écologie prend de plus en plus de place dans les esprits en Afrique. Et la lutte contre les déchets plastiques est désormais un combat qui concerne tout un chacun. Yaya Koné et son ami Genesis Ehimegbe, deux entrepreneurs, ont décidé de développer leur business, Coliba, dans cette lutte.

ANTHONY NIAMKE

Yaya Koné (35 ans), Ivoirien est diplômé d'un Master en Management opérationnel et développement durable de l'Institut supérieur de Commerce de Paris et son ami Genesis Ehimegbe, un Nigérian âgé de 26 ans ayant grandi à Tours (France), diplômé d'un Master en Ingénierie des affaires internationales de Télécom École de Management de Paris. C'est en 2015, lors d'un concours des meilleurs projets d'entrepreneuriat en Afrique de l'Ouest, que va germer chez les deux hommes leur projet écologique Coliba. Une idée qui va séduire le jury et leur faire remporter ce concours. La même année, ils en remporte-

ront d'autres, notamment ceux de la Banque africaine de développement (BAD), Innovation Week 2015 à Abidjan et de la COP-21 à Paris.

**Valoriser les déchets plastiques** C'est en 2017 que la startup Coliba naît, après avoir reçu en novembre 2016 le premier prix de la meilleure startup ivoirienne. Coliba met la technologie au service du recyclage et de la revalorisation des déchets plastiques, à travers une application web, mobile et SMS. Grâce à un simple clic sur son application mobile Coliba, une personne qui utilise la plateforme est géolocalisée en temps réel. En moins de trente minutes,



Yaya Koné et Genesis Ehimegbe restent soucieux de la sauvegarde de l'environnement et Coliba compte apporter sa touche dans cette lutte.

le service de récupération arrive pour enlever les déchets. En retour de ce service gratuit, l'entreprise récompense les ménages avec des points rachetables en fonction du volume et de la qualité des matières recyclables fournies. L'objectif est de faire prendre conscience aux ménages et aux entreprises de l'opportunité qui existe. « Ces déchets seront transformés en matières premières prêtes

à l'emploi pour l'industrie locale et internationale. Ils pourront être vendus aux industries automobiles, du bâtiment, du textile ou à toute autre entreprise qui en aura besoin ». Dans quelques années, Coliba entrevoit le traitement de 30 000 tonnes de plastiques dans d'autres pays d'Afrique, pour un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs CFA et un bénéfice net de 25%. ■



**educarriere.ci**

- Publicités Display
- Créations graphiques
- Brand contents
- Audit digital
- Strategie digitale
- Web analytics
- Community management
- E-commerce
- Developpement web
- Reseaux sociaux
- Graphisme
- SEO

Abidjan COCODY - Rue du Lycée Technique, 198 Logements Immeuble N2, 1er Etage Apart. N887

Tel: +225 22 44 44 48 / ci@educarriere.net / Hotlines & M-payments: 55 14 14 14 - 41 41 14 14

## SYLLA ALHOUCEINE (APRHCI) : « LES BESOINS EN EMPLOIS VONT CHANGER »

L'Université des Ressources humaines se tiendra du 9 au 12 décembre à Yamoussoukro. Alhouceine Sylla, Président de l'Association des professionnels des ressources humaines de Côte d'Ivoire (APRHCI), nous en explique les enjeux.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR RAPHAËL TANO



Sylla Alhouceine insiste sur l'importance des ressources humaines en entreprise.

**La pandémie a-t-elle influencé le fonctionnement des entreprises ?**

Il est trop tôt pour dresser un tableau statistique, mais la pandémie a impacté les entreprises au niveau de leurs ambitions, de leurs stratégies de développement. Chez nous aussi, le virus a impacté les entreprises, surtout celles qui ont besoin de matières premières proviennent de l'extérieur. Beaucoup d'entreprises dont l'activité est orientée vers l'exportation ont été touchées. Elles se sont adaptées à ce nouvel environnement.

**Cela a-t-il eu un impact sur les besoins en emplois ?**

Au niveau des ressources

humaines, il y a une réflexion menée par nos entreprises. De quels types de salariés ai-je besoin aujourd'hui ? Les entreprises vont devoir réorienter leurs besoins stratégiques. Si

« En tant que responsables, nous devons avoir une connaissance des problématiques du moment, des réalités. »

je suis une entreprise qui favorise le télétravail, je vais faire moins de recrutement et je vais privilégier la connaissance des technologies de l'information et de la communication. Il y a des métiers qui étaient appelés à disparaître et dont cette pandémie va précipiter la mort. Vous avez aussi des entreprises où

le nombre de salariés est limité sur un espace donné, à cause de la Covid-19. C'est vrai qu'ici, l'impact du virus est moindre qu'en Europe. Nos habitudes n'ont pas changé, ce qui a changé, c'est notre interactivité avec le monde extérieur. Si je ne peux pas vendre mon produit ou si je ne peux pas acheter ma matière première, je suis obligé d'adapter mes charges. Nos entreprises sont fragiles et le tourisme, les transports, les agences de voyages, etc., sont fortement touchés par la pandémie.

**Quels sont les objectifs visés au terme de l'université des ressources humaines ?**

À partir d'une problématique donnée, nous voulons partager nos expériences. Dire aux collègues qu'ils ne sont pas seuls. Il s'agit de la performance de nos entreprises et de celle de leurs ressources humaines. Nous sommes les acteurs du déve-

loppement des RH, nous pouvons apporter notre contribution. Après nos réflexions, nous produisons les Actes de l'Université, que nous présentons au ministère de l'Emploi. En tant que responsables, nous devons avoir une connaissance des problématiques du moment, des réalités. ■

### EN BREF

#### L'OSCN ET L'UNICEF VONT INSÉRER 300 ADOLESCENTES ET JEUNES FEMMES À ABIDJAN ET SAN-PEDRO

L'Office du service civique national (OSCN), en partenariat avec l'UNICEF, œuvrent pour un projet de formation et d'insertion de 300 adolescentes et jeunes femmes des districts d'Abidjan et de San Pedro. Prévue pour une période de neuf mois dont trois mois de resocialisation et six mois de stage et d'insertion professionnelle, cette formation a pour objectif de renforcer les capacités d'autonomisation de 300 adolescentes et jeunes filles de 16 à 24 ans vulnérables des districts d'Abidjan et de San Pedro. De manière spécifique, il s'agira de renforcer les compétences de vie courante, civique et citoyenne des jeunes filles, d'assurer la formation professionnelle qualifiante par alternance, d'apporter un appui à l'insertion en entreprise.

#### CORONAVIRUS : LE RELÂCHEMENT DANS LES MESURES BARRIÈRES INQUIÈTE

Le conseiller technique du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Edith Clarisse Kouassy, a dit mardi 24 novembre son inquiétude face au relâchement dans le respect des mesures barrières contre la Covid-19. « Le relâchement quasi-total constaté dans le respect des mesures barrières inquiète alors même que l'Europe fait face à une seconde vague. Il nous appartient de faire en sorte que cela n'arrive pas dans notre pays. Nous ne devons pas et ne pouvons pas nous le permettre », a insisté Dr Edith Clarisse Kouassy, qui s'est exprimée au cours du point presse bimensuel du gouvernement sur la pandémie de Coronavirus. Pour ce faire, elle a exhorté la population à la prudence et à la vigilance en respectant les mesures barrières, afin de préserver les acquis. ■

### ÉCHOS DES RÉGIONS

#### KORHOGO : ON SENSIBILISE LES RESSORTISSANTS DE LA CEDEAO DE LA LOCALITÉ SUR L'ÉCOLE ET L'INTERDICTION DU MARIAGE PRÉCOCE

La Commission régionale des droits de l'homme et le comité régional de veille et de prévention des conflits de Korhogo ont sensibilisé, mardi 24 novembre, les ressortissants des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) vivant dans la région du Poro à scolariser leurs enfants et à s'abstenir de marier leurs filles avant 18 ans. Selon le président de la Commission régionale des droits de l'homme, Abdoulaye Djiré, la rencontre avec les responsables des différentes communautés de la CEDEAO, a permis de poser la problématique du respect des lois, notamment le droit à l'éducation des enfants et l'interdiction du mariage forcé ou précoce des femmes et jeunes filles. Le respect des lois renforce la cohésion sociale et concourt au maintien de la paix sociale, a souligné M. Djiré. Rappelons que les mariages obligatoires ou arrangés de filles mineures (parfois de 12 ans) et le phénomène d'enfants bouviers sont des pratiques courantes chez les membres de la communauté CEDEAO vivant dans le Poro. ■

## MALI : À SOFARA, LES HABITANTS N'ASPIRENT QU'À LA SÉCURITÉ

Plusieurs localités de la région de Mopti sont toujours cibles d'attaques. À Sofara, des habitants à bout de nerfs ont décidé de se « faire entendre ».

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le Mali reste sous la pression des bandes armées.

Le dimanche 15 novembre, des habitants de Sofara, chef-lieu de la commune de Fakala, dans la région de Mopti, ont bloqué la Route nationale 6 qui relie Bamako, la capitale du Mali, à la 5ème région. Une voie névralgique, d'autant que la RN 15 (Sévaré - Bandiagara - Bankass - Koro) et la RN16 (Mopti - Konna - Gao) sont devenues très dangereuses avec l'insécurité. Quelques jours plus tôt, trois hommes originaires de Fakala avaient été abattus par des individus armés à Mandio, alors qu'ils faisaient route vers Sévaré. L'attaque de trop. « Dans ce même village, à chaque fois sont enregistrées des attaques ou des enlèvements. Nous ne comprenons pas, d'autant que le village

n'est qu'à cinq kilomètres de Somadougou », se désole un habitant. La localité de Somadougou abrite un poste de gendarmerie qui avait été attaqué en 2017 par des assaillants à moto. Pour essayer d'éteindre le mécontentement populaire, les autorités ont dépêché sur les lieux une délégation qui a promis de faire au mieux pour assurer la sécurité sur cette voie. Une promesse réitérée par une autre délégation, conduite cette fois-ci par des ministres dont ceux de l'Administration territoriale et de la Sécurité. De retour de Mopti, où s'est tenu le week-end dernier un forum pour la paix et la cohésion, ils ont rencontré les habitants de Sofara. « Ils ont demandé plus de patrouilles », confie Ya-

couba Maïga, conseiller à la Communication du gouverneur de Mopti. La demande s'est matérialisée, assure notre source. Des militaires patrouillent sur la RN6, mais les habitants restent néanmoins prudents. « Nous avons déjà eu plusieurs promesses. Pour l'instant, nous constatons un changement, mais attendons de voir sur la durée ». Afin de maintenir la pression, un ultimatum de 10 jours, qui arrive à échéance cette semaine, a été posé par la population locale. « À défaut d'une véritable sécurisation, nous pourrions lancer de nouveaux mouvements », prévient notre interlocuteur.

**Question de crédibilité** Au-delà du seul village de Sofara, les autorités de la transition se sont engagées à mettre en œuvre les recommandations du forum du 21 au 22 novembre. « Il en va de notre crédibilité et de la sécurité de Mopti », a affirmé le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, le lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga. L'armée s'est pour le moment refusée à indiquer le dispositif qu'elle adoptera pour une plus grande sécurité dans la zone. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### FRANCE : DÉMANTÈLEMENT VIOLENT D'UN CAMP D'EXILÉS

Peu après son installation dans le centre de Paris, un important camp d'exilés a été violemment démantelé par les forces de l'ordre le 23 novembre. Elles ont enlevé des tentes avec parfois des exilés encore à l'intérieur. C'est finalement sous les tirs de gaz lacrymogènes et les grenades de désencerclement que quelques centaines d'exilés et leurs soutiens ont été dispersés. Le ministre de l'Intérieur français Gérard Darmanin s'en est ému sur Twitter, qualifiant ce qu'il avait vu « d'images choquantes » et demandant un « rapport circonstancié au Préfet de police de Paris ». Rapport remis le lendemain. Sur proposition de la préfecture, l'Inspection générale de la police nationale, la police des polices, a été saisie « de faits inacceptables » et devra remettre ses conclusions sous 48 heures, a annoncé Darmanin. Interrogé le mardi 24 novembre à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Intérieur a réaffirmé que les images étaient choquantes, mais qu'il ne souhaitait pas « juger à la vox populi, mais bien sur des faits ». ■

### USA Nouvelles mesures de restriction pour

Les citoyens de 15 pays africains devront déposer une caution de 15 000 dollars au maximum avant de pouvoir se rendre aux États-Unis. C'est une décision liée aux nouvelles règles temporaires sur les voyages aux USA qui entrera en vigueur le 24 décembre. Le programme pilote de six mois - pour les visas de tourisme et d'affaires - aura un effet dissuasif sur ceux qui dépassent la durée de leur séjour, affirme le département d'État américain. Le Président sortant Donald Trump a fait des restrictions sur l'immigration un élément central de son mandat. Cette nouvelle règle vise des pays dont les ressortissants ont eu un « taux de dépassement de

séjour légal » de 10% ou plus en 2019. Les pays africains concernés sont : Angola, Burkina Faso, Tchad, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Gambie, Guinée-Bissau, Libéria, Libye, Mauritanie, Soudan, Sao Tomé-et-Principe, Cap-Vert, Burundi. Selon l'agence de presse Reuters citée par la BBC, si ces pays ont des taux de dépassement de séjour élevés, très peu de personnes originaires de ces États voyagent en réalité vers les États-Unis. Le Président élu Joe Biden s'est engagé à changer un certain nombre de décisions de Trump en matière d'immigration. ■

B.S.H.

Y.A

## FRAUDE SUR L'ÂGE : LA CAF NE COMPTE PAS S'ARRÊTER EN SI BON CHEMIN

Le Botswana, les Comores, l'Eswatini et le Zimbabwe ne pourront pas disputer les phases éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) U17 au Maroc en 2021, disqualifiés pour une raison toute simple. Ils sont accusés d'avoir falsifié l'âge de plusieurs de leurs joueurs. Une situation qui relance le débat sur la question de la fraude sur l'âge dans le football africain.

ANTHONY NIAMKE



La CAF compte éradiquer ce mal du football en Afrique.

La tricherie sur l'âge est un fléau qui n'est pas nouveau dans le football en Afrique et donne une image peu reluisante de cette discipline. Pour certains, frauder sur l'âge par la présentation de faux documents ou de fausses identités est la seule alternative pour réaliser leur rêve, celui d'être un jour une gloire. Malheureusement, cela ne

sera pas le cas pour les joueurs du Botswana, des Comores, d'Eswatini et du Zimbabwe, qui ont été disqualifiés par la Confédération africaine de football (CAF) des phases éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations des moins de 17 ans, qui se tiendra en 2021 au Maroc. Après des tests d'Imagerie à résonance magnétique (IRM) effectués avant le dé-

but de ses éliminatoires de la Zone CO-SAFA, le week-end dernier, les résultats ont démontré que l'âge affiché par ces joueurs n'avait rien avoir avec la réalité.

**Combat** La fraude sur l'âge, la CAF en a fait son affaire depuis bien longtemps. Elle a par le passé pointé du doigt et sanctionné des instances organisatrices de compétition pour ce fait. En septembre 2018, elle avait exclu le Bénin des éliminatoires de la CAN U17 pour tricherie sur l'âge légal. Mais d'autres pays africains, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Burkina Faso ou la République démocratique du Congo, sont aussi confrontés à ce mal. « L'objectif de la fraude sur l'âge permet à certains joueurs africains de combler les lacunes de leur formation footballistique et d'être repérés et recrutés par des clubs européens », commente un observateur. Face à la persistance du fléau, la CAF a décidé de corser ses mesures. Depuis 2005, des tests IRM sont effectués afin d'estimer l'âge osseux. Une technique qui a fait ses preuves mais difficile à mettre en oeuvre pour des raisons financières ou structurelles. Mais la faïtière du football africain ne compte pas baisser les bras. ■

## Diego Maradona a rangé à jamais les crampons



Avec la disparition de Diego Maradona, c'est toute la planète foot qui pleure.

Diego Armando Maradona, légende du football mondial, est mort ce mercredi 25 novembre 2020 à l'âge de 60 ans d'un arrêt cardiaque. Sa disparition, d'abord annoncée par plusieurs médias argentins, a été confirmée par son porte-parole. L'ancien numéro 10, champion du monde 1986 et auteur de la « Main de Dieu », souffrait de multiples problèmes de santé. Il avait été opéré récemment du cerveau en urgence, restant plus d'une semaine à l'hôpital. Une après-carrière également marquée par de

nombreux soucis dans sa vie privée, et des aventures sur le banc pour le moins contrastées, alors qu'il était actuellement entraîneur du Gimnasia La Plata. El Pibé de Oro a laissé son empreinte sur le continent européen. Surtout du côté de Naples, où il est considéré comme une légende, tant il a apporté au club du sud de l'Italie. Celui-ci avait également porté les tuniques du Barça et de Séville. Nul doute que les hommages en Argentine et à Naples seront à la hauteur du joueur fantastique qu'il a été. ■

A.N

### CARTONS DE LA SEMAINE

José Mourinho, l'entraîneur de Tottenham a remporté son pari contre Pep Guardiola, le week-end dernier en dominant Manchester City (2-0) à l'occasion de la 9e journée de Premier League. Avec ce succès, les hommes de José Mourinho prennent les commandes de la Premier League avec 20 points. De son côté, Manchester City pointe à la 10e place.

L'Atlético Madrid a laissé le FC Barcelone dans ses doutes. Solides et peu mis en difficulté, les Colchoneros de Diego Simeone ont dominé, le week-end dernier de décevant Blaugrana dans leur antre du Wanda Metropolitano (1-0), pour le compte de la 10ème Journée de la Liga espagnole de football. Battu pour la troisième fois lors des cinq dernières journées, le FC Barcelone occupe la 10ème place du classement avec 11 points.

## « LA NUIT DES ROIS » : DANS L'ENFER DE LA MACA

« La nuit des rois », c'est le nouveau film du réalisateur franco-ivoirien Philippe Lacôte, dont la sortie est prévu dans les salles de cinéma en Côte d'Ivoire à partir du 4 décembre. Cette production raconte l'histoire d'un jeune détenu qui doit faire aux luttes de pouvoir dans la prison la plus célèbre de Côte d'Ivoire, la MACA.

ANTHONY NIAMKE



Avec son film « La nuit des rois », Philippe Lacôte veut sensibiliser la jeunesse ivoirienne voire africaine sur l'influence négative des hommes politiques.

On pourrait dire que c'est l'évènement cinématographique le plus attendu de cette fin d'année 2020. Après « Run » en 2014 et « L'Âme du tigre » en 2016, le réalisateur franco-ivoirien Philippe Lacôte revient avec « La nuit des rois ». Un long-métrage d'une heure trente-trois qui n'a rien à voir avec un film de cape et d'épée. C'est l'histoire d'un jeune pickpocket qui arrive à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA), la plus grande prison civile de Côte d'Ivoire. Il se retrouve au milieu d'une lutte de pouvoir entre prisonniers pour savoir qui succèdera au chef des détenus, Barbe Noire, vieillissant et malade. De plus en plus contes-

té par les siens, il décide de renouer avec la tradition du « Roman », un rituel qui consiste à obliger un prisonnier à raconter des histoires toute la nuit. C'est le jeune pickpocket qui est désigné. Il ne sait pas conter mais est hanté par une histoire, celle du chef « Microbe » Zama King.

**Jeunesse criblée** Ce chef-d'œuvre sera projeté dans les salles du Cinéma Majestic et à l'Institut français d'Abidjan à partir du 4 décembre prochain. Pour cette fiction, filmée presque comme un huis clos (en un lieu unique dont les personnages ne peuvent sortir), le réalisateur dévoile un pan des réalités

carcérales et des enfants en conflit avec la loi. « Zama, c'est un personnage réel, c'est un chef de gang qui a existé à Abidjan et a été lynché par la population. Il a commis beaucoup de crimes et il était le chef des Microbes », explique le réalisateur. « Les Microbes, ce sont les gangs de 8 à 18 ans qui sèment la violence dans les quartiers populaires d'Abidjan et qui attaquent à la machette et au couteau. Cela est montré dans le film », poursuit-il. Fervent défenseur de la cause de la jeunesse, Philippe Lacôte veut attirer l'attention des jeunes sur leur instrumentalisation par les hommes politiques. « En fait ce qui m'intéresse, c'est de montrer cette jeunesse qui est un peu prise dans un étau politique. La Côte d'Ivoire est un pays en proie à des guerres de succession qui ressemblent à celles qu'il y a à la MACA et ne s'arrêtent jamais ». « On a beaucoup de leaders qui veulent le pouvoir. On a beaucoup de leaders qui sont liés à des groupes ethniques, donc c'est quelque chose d'assez difficile à démêler. Et aujourd'hui c'est la jeunesse qui est instrumentalisée ». Avec un budget de près de 1,5 milliards de francs CFA, pour une participation de 196 millions de la part du Fonds de soutien à l'industrie cinématographique (FONSIC), ce film veut être une révolution du cinéma ivoirien. ■

### INFO PEOPLE

**CÉLINE DION : LA CHANTEUSE VERSERA DES MILLIONS À SES EX AGENTS**

Sacrée déconvenue pour Céline Dion. Elle vient de perdre un procès contre son ancien agent Rob Prinz et son ancien agent artistique, ICM Partners. La Commission du Travail californienne a statué qu'elle devait encore de l'argent à ceux qui l'ont représentée par le passé, selon le site Deadline. Car ce sont eux qui représentaient la chanteuse canadienne lors de la signature des gros contrats. Les commissions qu'elle va devoir régler représentent une belle somme. Elles sont basées sur un contrat de 500 millions de dollars signé en 2017 par l'artiste pour sa série de concerts à Las Vegas et une tournée mondiale. La chanteuse a publié un communiqué suite à cette décision de justice pour protester contre le verdict.



### INFO PEOPLE

**PATRICE EVRA : BIENTÔT MARIÉ À UN MANNEQUIN DE 25 ANS**

Patrice Evra s'apprête à épouser sa compagne, Margaux Alexandra. Mannequin à Londres et à Milan, la jeune femme de 25 ans partage sa vie depuis une année. Il y a quelques jours, le footballeur de 39 ans a annoncé sur Instagram qu'il venait de se fiancer avec sa dulcinée, en postant un cliché de la sublime bague qu'il lui a offerte. Des propos qui ont ému ses fans et amis, qui ont tenu à le féliciter pour cette union à venir. Avant de jeter son dévolu sur la top model, Evra a été marié à Sandra, avec laquelle il a eu deux enfants. Il est prêt à refaire sa vie avec sa nouvelle compagne, dont il semble très épris.



Journal d'Abidjan  
L'hebdo

Directeur de publication :  
Ousmane DIALLO

Directeur Général :  
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :  
Aurélie DUPIN

Rédacteur en chef :  
Ouakaltio OUATTARA

Sécretaire Général :  
Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro :  
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

Infographiste : J Christophe ALLEGRA

Service commercial :  
Ismaël OUATTARA

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci

# RACONTEZ-NOUS VOS HISTOIRES TELLES QUE VOUS LES VOYEZ

Si vous souhaitez voir votre travail Photographique publié dans le Magazine Point Focal,  
voici comment nous envoyer vos images:

Faites une sélection d'images ( Jusqu'à 10 images au total) avec toutes les informations  
sur les réglages, l'appareil photo et l'objectif utilisés, un récit et votre photo personnelle à  
[contact@pointfocal-mag.com](mailto:contact@pointfocal-mag.com)



[pointfocal.mag](https://www.instagram.com/pointfocal.mag)



[PointFocal.mag](https://www.facebook.com/PointFocal.mag)

[www.pointfocal-mag.com](http://www.pointfocal-mag.com)

 focal